



Au 9^e jour de grève...

La Direction SNCF contrainte d'entrouvrir des discussions !

Malgré les résultats d'un sondage confidentiel commandé par la SNCF qui exprime la volonté de plus de 65% des usagers de voir aboutir des négociations, la Direction campe toujours sur ses positions, en refusant l'ouverture de négociations nationales.

Pour autant, responsable de cette situation de blocage, la Direction SNCF est contrainte d'engager un processus de discussions dans certaines régions fortement impactées par la grève.

Toutefois, coincée par sa posture irresponsable « pas de prime à la grève », les premières annonces sont encore très loin des attentes et des exigences exprimées.

Cette situation a d'ailleurs conduit l'ensemble des Assemblées Générales de grévistes à reconduire le mouvement ce jour.

En responsabilité, la Fédération CGT des Cheminots et ses militants, travaillent, malgré les difficultés, à des initiatives revendicatives sur le territoire demain pour peser sur l'entreprise et obtenir des engagements prenant en compte les légitimes revendications des cheminots en grève.

Pour tenter de masquer son absence dans l'action engagée par les cheminots depuis 9 jours, ses manœuvres pour les démobiliser dans la plupart des régions, la Fédération SUD.Rail sort de son inertie.

Les cheminots ne sont pas dupes !

SUD.Rail manie l'art de la manipulation et de la désinformation en annonçant soudainement la multiplication de débrayages. Sauf que dans la plupart des régions où elle est influente, SUD.Rail n'appelle pas ses forces à s'engager.

Malgré ce contexte, la mobilisation reste forte dans certaines régions : 66% ASCT et 77% ADC en grève à Limoges, 75% ASCT et 80% ADC à Toulouse, 52% ASCT et 49% ADC à Bordeaux, 78% ASCT et 62% ADC à Lyon, 80% ASCT et 60% ADC à Montpellier, 77% ASCT et 46% ADC à Marseille, 69% ASCT et 53% ADC à Dijon, 49% ASCT et 54% ADC à Paris Sud Est, 64% ASCT et 60% ADC à Rouen, 52% ASCT et 52% ADC à Clermont Ferrand, 38% d'ADC à Reims, 56% d'ADC à Tours, 39% d'ADC à Chambéry...

Guillaume PEPY doit se comporter comme un Président responsable d'une entreprise publique de Service Public qui doit être, de ce fait, exemplaire en matière de dialogue social.

En ce sens, la Direction SNCF doit donner les mandats clairs aux Directions Régionales pour que s'engagent partout, et au plus vite, de réelles discussions permettant d'acter des avancées avec un calendrier de négociations. Dans le cas contraire, elle porterait la responsabilité du pourrissement du conflit social en cours.

La Fédération CGT des Cheminots appelle ses organisations à exiger des engagements des Directions Régionales SNCF et à faire partager aux cheminots les résultats des échanges et la réalité du rapport de force national.

Ainsi, comme elles le font depuis 10 jours, les Assemblées Générales de grévistes représentatives doivent apprécier lucidement la situation, débattre et décider démocratiquement des suites à donner au mouvement.

Pour autant, la CGT n'entend pas en rabattre sur son exigence de négociations nationales et considère que la Direction SNCF, par sa posture inacceptable, a marqué durablement les relations sociales à la SNCF.

Montreuil, le 15 avril 2010 à 22h55.